

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Banque nationale et FMI 4

La Banque nationale subit une perte record de 21 milliards



Protection des enfants 9

Les pédophiles ne doivent plus pouvoir travailler avec des enfants



Impôts 12

4 milliards de nouveaux impôts depuis le début de l'année



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

Pour une agriculture productive

La souveraineté alimentaire doit être au cœur de la politique agricole. Ce principe vaut notamment face à la forte augmentation des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial. L'UDC combattra par voie référendaire tout nouveau paquet d'accords avec l'UE qui sacrifie l'agriculture suisse.



L'UDC a fait comprendre lors de sa conférence de presse du 21 février 2011 à Berne qu'elle apportait son soutien à l'agriculture productrice. Elle combat donc l'adaptation du système de paiements directs proposé par le Conseil fédéral. L'abandon du contingentement laitier est un pur désastre pour la majorité des producteurs de lait. La souveraineté alimentaire repose sur l'approvisionnement de la population en produits indigènes de qualité. Les

expériences faites depuis six mois avec le principe du Cassis de Dijon révèlent qu'une fois de plus la qualité suisse a été sacrifiée sur l'autel des relations avec l'UE. L'UDC demande que l'application de ce principe soit suspendue moyennant un moratoire jusqu'à ce que les recours pendants de l'Union suisse des paysans soient traités et que les conséquences de ce principe pour les consommateurs et les agriculteurs suisses soient clairement exposées.



Protéger les familles de paysans contre l'UE !

Il faut prendre soin de notre agriculture nationale. Une politique conduisant à la perte progressive, année après année, de rentabilité des exploitations paysannes pourrait bientôt coûter cher à la Suisse et à sa population.

L'UDC s'engage sans demi-mesure en faveur d'une agriculture de production nationale. C'est pourquoi le parti lutte contre l'adaptation du système des paiements directs proposée par le Conseil fédéral. Par ailleurs, l'abolition des contingents laitiers s'avère un désastre pour la majorité des familles paysannes. L'UDC exige que les producteurs de lait suisses se voient accorder la possibilité d'assumer eux-mêmes la responsabilité de la quantité de lait à produire, afin que les prix désastreux au producteur retrouvent un niveau acceptable.

Des produits agricoles sains et naturels, produits sur les sols nationaux, sont le fondement de tout État fier et souverain. L'UDC s'engage pour que la souveraineté alimentaire de notre pays reste assurée à l'avenir. C'est d'autant plus important compte tenu de la forte augmentation des prix des aliments sur le marché mondial. Les paysans suisses exercent de nombreuses fonctions très diverses. Ils fournissent à l'industrie transformatrice des matières premières de haute qualité, qu'ils obtiennent par une production durable et respectueuse des animaux. Grâce à leur exploita-

tion perpétuelle des sols et des forêts, ils évitent que davantage encore de terres soient vendues au plus offrant et permettent une forte création de valeur par le tourisme dans notre pays. Enfin, les agriculteurs garantissent également une meilleure répartition des zones construites, constituant ainsi un contrepoids précieux et nécessaire à l'urbanisation croissante. Il faut prendre soin de la classe paysanne productrice. Le ministre de l'industrie Johann Schneider-Ammann, en particulier, doit encore en prendre conscience. Un accord de libre-échange agricole avec l'Union européenne menace l'existence même de notre agriculture. L'UDC se battra donc par un référendum contre tout paquet avec l'UE, quelle que soit la manière dont celui-ci est ficelé, dans lequel l'agriculture suisse serait sacrifiée.

La souveraineté alimentaire comprend l'approvisionnement de notre population avec des produits nationaux de haute qualité. L'expérience acquise en un peu plus d'un an depuis l'introduction du principe dit «Cassis de Dijon» montre que la qualité suisse est une fois de plus sacrifiée sur l'autel des relations avec l'UE. Jusqu'à ce que les recours pendants de l'Union suisse des paysans aient été traités et que les conséquences pour l'agriculture et les consommateurs suisses soient tirées au clair, l'UDC exige de suspendre l'application du principe du Cassis de Dijon par un moratoire.

En 2015 aura lieu à Milan l'exposition universelle sur le thème « nourrir le monde ». Une occasion idéale d'offrir aux agriculteurs suisses une vitrine dans laquelle ils pourront se présenter et faire découvrir leurs produits de grande qualité à un public international. La fraction UDC au Palais fédéral déposera une intervention parlementaire exigeant des services compétents une adaptation du concept de la participation suisse, afin que l'agriculture suisse ainsi que ses matières premières et produits transformés se voient attribuer une place de premier plan à cette exposition universelle.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse



L'UDC est proche des gens, au coeur de la population

Lors d'événements récents tels que le Forum économique du groupe UDC à Hinwil, la Foire de Bâle ou encore la coupe de Jass, l'UDC s'est immergée au coeur des préoccupations de l'économie et de la population. Les élus de l'UDC ont recherché le dialogue et le contact direct avec tous les citoyens. Lors de la Foire de Bâle, Toni Brunner, président de l'UDC Suisse a dédié de nombreux programmes politiques de l'UDC pour les remettre aux citoyens désireux de connaître la politique de notre parti. Toni Brunner a profité de l'occasion pour ouvrir le débat avec chacun d'eux.



Les sections de l'UDC des Villes lémaniques signent une charte de coopération

La mise en place de ce forum a pour but principal de développer des politiques urbaines spécifiques à la région lémanique et de défendre les intérêts de ce monde urbain. Cette collaboration doit permettre le partage d'expérience et l'acquisition de nouvelles compétences pour renforcer l'engagement et la présence politique de l'UDC.

Le Forum traitera des thèmes incluant la politique migratoire, la sécurité, les finances publiques, la gestion de la place publique, l'aménagement du territoire urbain, la mobilité, les projets d'agglomération, les politiques sociales, économiques, et la stratégie de coopération politique.



extrait de l'UDC Vaud

L'UDC refuse clairement d'enfrancs pour sauver de la banque

A elle seule l'inadmissible perte pour achat de devises étrangères de la Banque nationale s'élève à plus de 30% du capital propre. De plus, à présent 16,5 milliards de francs seront injectés dans le FMI, soit un tiers du budget de la Confédération. Doit-on rappeler qu'il s'agit là de la fortune du peuple?

Le fait que la Suisse soit en situation moins critique que l'UE, qu'elle soit moins endettée que les États de l'UE, moins endettée aussi que les USA, que le Japon, résulte d'une seule cause: La Suisse est organisée en État qui pratique l'auto-détermination, la démocratie directe, qui est indépendant, fondé sur une neutralité armée durable. Elle protège fermement les droits à la liberté et est plus fédéraliste que d'autres États. Telles sont les raisons pour lesquelles elle n'est pas membre de l'UE ni ne peut l'être sans se renier elle-même. Malheureusement toutefois, l'indépendance de la Suisse et la particularité suisse consistant à gérer l'argent avec prudence, n'est pas respectée, et ce, non seulement sur la question de l'adhésion de la Suisse à l'UE. Les autres partis gouvernementaux et la Banque nationale suisse ont perdu la tête et oublié leur mission dans la crise de l'endettement et de l'euro. La boussole leur est

tombée des mains. En période d'insécurité, de crise, d'États en banqueroute et de menaces de faillites de banques, un État devrait rester sur les voies qui ont fait leurs preuves et, dans la mesure du possible, s'asseoir sur ses économies. Au Palais fédéral à Berne et à la Banque nationale, les choses se passent comme ceci: Dans le cadre d'une opération coup de poing, la ministre des finances et la Banque nationale donneuse de crédits ont voulu faire passer en force une contribution de 16,5 milliards de francs au Fonds monétaire international (FMI) dans les deux Chambres, au cours de la session d'hiver. Contrairement à sa véritable

fonction, celle de stabiliser les devises, le Fonds monétaire international est appelé à maîtriser la crise d'endettement des pays industrialisés et venir à la rescousse des banques allemandes, françaises et an-

glaises vacillantes, qui ont accordé des crédits bien trop risqués dans des pays bien trop risqués. L'affiliation au FMI a eu lieu peu avant la votation relative à l'EEE, en 1992, malgré le combat acharné de l'UDC. Si celle-ci avait alors réussi à s'imposer nous ne serions aujourd'hui pas membres. Cette votation se révèle aujourd'hui un lourd inconvénient. C'est à nouveau un air de commando que prend aujourd'hui encore l'appel à la solidarité. À l'époque, personne n'avait dit mot sur le fait que nous devrions à l'avenir soutenir avec largesse des États membres européens et certainement bientôt aussi américains et leur politique d'endettement en échec. Le FMI est aujourd'hui une institution différente de celle que le peuple avait acceptée en 1992. Cette institution s'arroge toujours plus de pouvoir, veut toujours contrôler et réguler davantage, et personne ne sait comment on sauverait le FMI si celui-ci venait lui aussi à vaciller. Le renfort de 16,5 milliards de francs a été accepté par le Conseil des États en un tournemain et sera aussi accepté par le National. Une fois de plus, l'UDC est la seule à rester ferme et rejette ce crédit. L'alliance du PS, du PLR et du PDC accepte non seulement ces 16,5 milliards mais aussi, en plus, une augmentation de l'aide au développement. Le PS a fait

chanter les partis du centre en disant «Nous n'acceptons le crédit FMI que si l'aide au développement est élevée de 800 millions dans la foulée.» Bien



«La Banque nationale suisse enregistre une perte gigantesque de 21 milliards de francs.», l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher critique la gestion de la direction de la BNS.

gager 16'500'000'000 de ueroute les Etats Euro

entendu, les partis du centre ont cédé. L'UDC luttera contre ce crédit car il représente un risque financier insupportable.

À elle seule, la perte de la Banque nationale résultant des achats de devises irréflechis d'élève à plus de 30 pour cent du capital propre de notre Banque nationale. Il s'agit des biens du peuple.

Et donc maintenant en plus 16,5 milliards pour le FMI, soit près d'un tiers du budget de la Confédération !

On impose aux Suisses le sauvetage des États de l'UE surendettés ainsi que des banques de l'UE. Les risques sont en outre répartis de manière très inégale. La Suisse paie 2'268 dollars par habitant, l'Autriche seulement 686 dollars, la grande Allemagne 496 dollars, la France 464 dollars et l'Italie 362 dollars par habitant. La Banque nationale, le Conseil fédéral, le Conseil des États et le Conseil national n'en sont pas gênés.

La Banque nationale

Ce qui devait arriver: la Banque nationale suisse enregistre une perte gigantesque de 21 milliards de francs. Si elle n'avait pas réévalué son or de 6 milliards, celle-ci s'élèverait même à 27 milliards ! Les cantons, la Confédération et les particuliers devront sans aucun doute dès l'an prochain et durant de nombreuses années renoncer aux distributions de bénéfices.

Que s'est-il passé ? Comme le FMI l'a fait pour résoudre la crise de l'endettement, la Banque nationale s'est elle aussi écartée de sa mission et a non seulement agi par l'intermédiaire du FMI en tant que sauveuse des États

endettés mais aussi en tant que sauveuse de l'euro. Ainsi, à elle seule, la Banque nationale a acheté en 2009, en plus des 50 milliards de devises déjà détenues fin 2008, l'équivalent de 48 milliards de francs et, pendant une période de 4 mois début 2010, encore 150 milliards de francs de devises. Son stock de devises – avant tout d'euros – a ce faisant atteint un total de 240 milliards, ce qui a entraîné une perte de devises de 26 milliards de francs. Et ce, alors que la capital propre de la banque nationale n'était que de 66 milliards fin 2009. Un tiers s'est donc déjà évaporé. On ne peut l'ignorer ici: des activités spéculatives monstreusement risquées ont été exercées. C'est le résultat d'une folie des grandeurs et d'erreurs d'appréciations. La situation ne pouvait que mal tourner !

Les lésés – avant tout les contribuables – ont droit à l'information, à des mesures de surveillance et éventuellement à des sanctions, ainsi qu'à une réglementation empêchant que quelque chose de semblable se reproduise. Et les questions sont nombreuses : le peuple suisse veut p.ex. savoir s'il est vrai que la Suisse est subitement, à travers les euros acquis à titre spéculatif par la Banque nationale suisse sous forme d'emprunts d'État, devenue créancière des États de la zone euro à hauteur de 160 milliards !

On ne peut accepter une chose pareille. L'UDC doit agir et elle le fera.

La responsabilité

Compte tenu des graves erreurs de décision de la BNS, se pose la question de la responsabilité. Quiconque a posé la question de la responsabilité au

cours des derniers jours et semaines a pu le constater : personne ne veut vraiment être responsable. Est-ce la seule direction de la BNS ? Le Conseil de banque ? Le Conseil fédéral ? Le Parlement ? Dire que la BNS pourrait faire faillite ne relève pas de réflexions purement théoriques. La perte de la BNS est actuellement aussi élevée que les pertes que l'ancienne direction de l'UBS avait causées. Cependant, dans ce cas, ce sont les actionnaires qui ont été lésés et non, comme pour la BNS, l'ensemble de la population suisse. Et chez UBS on a tiré les conséquences. Les responsables, MM. Ospel, Häringer, Rohner et Kurer ont dû démissionner. Les responsabilités se règlent-elles différemment à la BNS ?

L'UDC exige du Conseil fédéral une information intégrale quant aux responsabilités et aux conséquences personnelles correspondantes. Il faudra dans ce contexte écarter les justifications de façade telles que celles consistant à dire qu'au moment de l'achat des devises le franc suisse était surévalué ou qu'il existait un risque de déflation à grande échelle à laquelle on ne s'était jamais attendu ou que la pression de l'industrie des machines avait été considérable.

La Banque nationale se complaît à l'heure actuelle grandement à jouer un rôle démonstratif auprès des États endettés, dans le sauvetage de l'euro et dans la «régulation» des banques d'affaires. Ici aussi l'UDC doit intervenir. La «sainte» alliance du PS avec les partis du centre trotte docilement derrière le FMI, la BNS et le gaspillage de fonds. L'UDC combat cette dérive. C'est pourquoi les Suisses votent UDC !



20 ANS, L'ÂGE DIFFICILE POUR VOTRE CHAUFFAGE AU SOL.

À 20 ans, votre chauffage au sol entame une phase critique de son existence: pannes, fuites et dégâts des eaux peuvent alors survenir. Si vous n'agissez pas à temps, vous risquez un chantier de plusieurs mois chez vous et perdez beaucoup d'argent. Pas avec nous: nous analysons la situation à l'aide de méthodes scientifiques. Si nécessaire, nous assainissons. De l'intérieur. Sans chantier. Dans le calme, avec précaution, rapidité et sans coût excessif. Grâce à notre système unique, mondialement breveté et éprouvé. Le reste n'est qu'un jeu d'enfant.



ASSAINIR AU LIEU DE REMPLACER.

INFOLINE GRATUITE: 0800 42 00 42
WWW.HAT-SYSTEM.CH

Nouvelles difficultés dans la politique d'asile

Plus de 70'000 citoyennes et citoyens ont participé à la consultation populaire lancée l'été dernier par l'UDC. Les réponses ont clairement mis en évidence que 90 % des participants refusaient d'accepter plus longtemps le laxisme dans le domaine de l'asile et des étrangers. Les nombreuses solutions et mesures proposées ont été examinées au sein du parti et intégrées au débat politique. La fraction UDC déposera au Parlement fédéral différentes propositions sous forme d'interventions parlementaires.



par Jean-François Rime, conseiller national, Bulle (FR)

Chaque année, plus de 100'000 nouveaux immigrants affluent en Suisse. Alors que l'émigration reste modeste. Les chiffres récemment publiés par l'ODM le montrent: même en 2009 et 2010, deux années économiquement difficiles, plus de 130'000 nouveaux étrangers ont immigré en Suisse chaque année. Il faut impérativement reprendre le contrôle de cette évolution. Tel est le but d'une nouvelle intervention parlementaire de l'UDC. En raison de l'immigration, la population suisse a augmenté de 1 % par an depuis 2007. Il est incontestable que les besoins de l'économie requièrent provisoirement un solde migratoire positif. Mais l'immigration massive enregistrée ces 4 dernières années, en particulier de provenance européenne, crée des problèmes dans le domaine du logement, dans le système de la formation, dans les institutions et infrastructures sociales et menace ainsi la paix sociale. Chaque habitant de Suisse peut ressentir les effets négatifs de l'accroissement de la population. Il est donc nécessaire de limiter l'immigration en plafonnant concrètement le solde migratoire. L'immigration doit être proportionnée à l'émigration et à la population totale. Il est nécessaire de créer à cet effet une certaine marge de manœuvre, éventuellement en adaptant les traités internationaux tels que par exemple l'accord de libre-circulation avec l'UE. La fraction UDC déposera dans ce but, lors de la session de printemps, une intervention demandant au Conseil fédéral de présenter au Parlement une modification de loi instaurant la possibilité de limiter le solde migratoire annuel à 0,5% de la population résidente suisse.



par Walter Wobmann, conseiller national, Gretzenbach (SO)

Les coups d'Etat dans les pays arabes sont certes survenus de manière inattendue mais ils produiront des répercussions de grande ampleur sur les flux migratoires en direction de l'Europe. Le Conseil fédéral doit donc prendre position sur la manière dont il souhaite gérer les risques d'afflux de réfugiés et indiquer les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour éviter une immigration par la voie de l'asile. Le groupe UDC exigera lors de la session de printemps un débat urgent. La vague de réfugiés vers l'île de Lampedusa à laquelle on a pu assister n'est qu'un avant-goût de l'immigration qui nous attend en provenance des pays ayant renversé leur régime. En effet, tout trouble politique apporte son lot de réfugiés politiques mais aussi de réfugiés économiques, qui souhaitent profiter de la situation. Au cours des deux dernières semaines, 6'000 migrants se sont échoués à Lampedusa. Il est important d'envoyer des signaux clairs avertissant que les réfugiés économiques n'ont aucune chance d'obtenir l'asile. Toute acceptation de faux réfugiés entraîne des flux migratoires. Mais que fait l'UE ? Elle discute des possibilités d'admission. Michele Cercone, porte-parole de la Commissaire européenne aux Affaires intérieures, a évoqué la possibilité d'activer une clause de protection, qui accorderait l'asile collectif à tous les migrants d'Afrique du Nord. La clause protectrice pourrait être activée par tous les États de l'UE en cas d'arrivée massive de réfugiés. Depuis le traité de Dublin, la Suisse est liée par toutes les décisions de l'UE en matière d'asile et devrait subir les conséquences de telles erreurs.

8 Zottel

Zottel, le porte-bonheur de l'UDC est de retour

On n'a longtemps plus entendu parler du populaire porte-bonheur de l'UDC. Mais aujourd'hui, le bouc Zottel, qui a déjà 10 ans, fait son retour comme mascotte de notre parti. Sa soif d'indépendance et de liberté est plus forte que jamais. Zottel a de nombreux projets ! Avec son obstination et son esprit combattif, il s'est fixé pour but d'atteindre avec l'UDC 30 % des voix en cette année électorale. Il a le courage d'émettre de franches critiques même sur des sujets délicats. Zottel aime particulièrement les enfants, qu'il invite volontiers à sa ferme, et se laisse abondamment caresser.

Le porte-bonheur de l'UDC pour les élections nationales 2011 est une fois de plus le bouc «Zottel», qui a aujourd'hui 10 ans.

Il a fait sa première apparition lors de l'année électorale 2011 à Emmenbrücke, le 15 janvier 2011. Comme tous les boucs, il est curieux, intéressé, hardi, tenace, déterminé et résistant. Il s'engage en faveur de la liberté et de l'indépendance de la Suisse – comme l'UDC.

Et si quelque chose ne lui convient pas, il a le courage de critiquer ouvertement. Mais son principal trait de caractère reste qu'il mange tout ce qui est vert, sans être lui-même un vert. En outre, presque tous les enfants de Suisse allemande connaissent le nom «Zottel» en raison du célèbre livre pour enfants «Zottel, Zick und Zwerg» d'Alois Carigiet. Son propriétaire est le conseiller national Ernst Schibli d'Otelfingen – nouvellement connu

sous le nom de Zottelfingen. Zottel vit avec un poney nain dans un «deux-pièces» (étable à deux boxes). Tous

férentes manifestations, la possibilité de rendre visite au porte-bonheur de l'UDC.



les jours, il peut accompagner Poni en promenade et gambader dans le pré. Durant l'année électorale en cours, vous aurez, à l'occasion de dif-

Zottel, le porte-bonheur de l'UDC, vit à «Zottelfingen» et fait le bonheur des enfants. Vous aussi, venez lui rendre visite et vous balader avec lui dans la campagne zurichoise.

Les pédophiles ne doivent plus travailler avec les enfants

Le cas récent, choquant, de Hansjürg S., qui pendant des années a abusé de la manière la plus abjecte de jeunes handicapés dans le cadre de son travail, apparemment sans éveiller de soupçons, révèle on ne peut plus clairement qu'il est dans ce domaine tabou urgemment nécessaire d'effectuer un travail d'éducation et de tirer aujourd'hui et maintenant des leçons pour l'avenir. L'introduction d'un devoir de dénonciation est indispensable et je me battraï pour l'imposer. Vous aussi, ne détournez pas le regard et agissez avec courage !



par Sylvia Flückiger, conseillère nationale, Schöftland (AG)

Année après année, des jeunes filles et des femmes, surtout, sont violées et abusées sexuellement. Même les enfants et adolescents handicapés ne sont pas épargnés. Le droit pénal est aujourd'hui interprété de telle manière que les peines infligées aux violeurs sont trop clémentes, un quart des violeurs n'est pas envoyé en prison, bien que le viol soit l'une des infractions les plus graves. La souffrance qu'il entraîne pour chaque victime est inimaginable et chaque cas doit être clairement pris au sérieux, tiré au clair et aboutir à des mesures incisives et adaptées. Dans le cadre du projet «Harmonisation du cadre légal des peines et abrogation des dispositions obsolètes», le Conseil fédéral réexaminera également les peines prévues pour les infractions contre l'intégrité sexuelle. L'un des buts de ce réexamen est notamment d'introduire un système de peines adapté.

Chacun sait depuis longtemps que des abus sexuels et des viols sont commis, cela peut arriver à tout moment, à n'importe qui, et toucher non seulement des jeunes filles et des femmes mais aussi des enfants et des per-

sonnes handicapées. Après l'affaire Hansjürg S., les milieux officiels se montrent fort étonnés et choqués. La violence sexualisée et les abus ont dans l'affaire citée été exercés par un supérieur qui, de par sa fonction, jouissait d'une position de force par rapport aux victimes. Lorsque l'on détourne le regard, que l'on doute ou ne rassemble pas le courage de parler de moments suspects, les victimes subissent les atteintes en silence, par honte et impuissance. Lorsque celles-ci sont handicapées, une résistance effective n'est même pas possible. Ces réactions incitent l'auteur à commettre durant des années de nouveaux actes, allant toujours plus loin, jusqu'à ce que ses agissements soient signalés. Mais qu'advient-il des victimes et de leurs proches ? C'est inimaginable, ils devront subir toute leur vie les conséquences de l'humiliation vécue, de l'incapacité à se défendre dans laquelle ils se sont trouvés et de l'atteinte grave à leur estime de soi.

Il est nécessaire de procéder à un travail éducatif, montrant les faits de manière claire, il faut anéantir les mythes, organiser des séminaires de formation continue pour les professionnels, mettre en place une offre de prévention des infractions sexuelles dans les institutions et organisations. Celles-ci ont besoin d'être soutenues dans la détection de la violence sexuelle. La fondation Linda (www.stiftung-linda.ch, du Dr. van den Brandt-Grädel, que j'ai personnellement soutenue) s'en-

gage en faveur d'un devoir de dénoncer ancré dans la loi. On ne peut plus revenir en arrière dans l'affaire Hansjürg S. mais il est nécessaire d'en tirer des enseignements. Tel est l'enjeu pour les institutions et organisations, pour la société comme pour les politiques. Les formations proposées de la fondation Linda contribuent à mieux apprécier la situation et à prendre des mesures en temps utile.

L'initiative «Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants»

Le texte de l'initiative est clair: *Art. 123c (nouveau) Quiconque est condamné pour avoir porté atteinte à l'intégrité sexuelle d'un enfant ou d'une personne dépendante est définitivement privé du droit d'exercer une activité professionnelle ou bénévole en contact avec des mineurs ou des personnes dépendantes.* (Pour plus d'informations: www.marche-blanche.ch)

Les règles et les lois en vigueur n'empêchent en rien un pédophile d'exercer à nouveau une profession ou une activité de loisirs le mettant en contact avec des enfants après sa sortie de prison. Il faut exclure cette possibilité à l'avenir. Un pédophile condamné pour des abus sexuels sur des enfants ne doit plus pouvoir revenir dans un environnement où il pourrait à nouveau porter atteinte à des mineurs. Nous vous prions de soutenir l'initiative par votre signature. Vous trouverez les feuilles de signatures sur notre site Internet. Ne pas détourner les yeux et agir avec courage – merci de votre soutien !



10 Violence de gauche

Le phénomène de l'extrémisme de gauche depuis des années grâce

Dans les milieux d'extrême gauche, la propension à la violence croît depuis des années. Lors du congrès de l'Albisgütli à Zurich, le conseiller national UDC Hans Fehr a été brutalement attaqué. Les médias et les autorités ont tout minimisé, les journaux ont entre autre titré que c'était tombé sur la bonne personne. En parallèle, les attentats, attaques et perturbations commises par des criminels d'extrême gauche contre l'UDC se multiplient. Un autre aspect inquiétant dans ce contexte est cependant aussi la passivité des autorités.

L'incident est un cas unique dans l'histoire suisse récente : alors qu'il se rendait à la réunion du parti organisée à l'Albisgütli de Zurich, le conseiller national Hans Fehr (UDC) est tombé dans un guet-apens. Ses attaquants l'ont jeté sur le bitume, lui ont donné des coups de poing et de bottes sur la tête et le corps, jusqu'au sang. Ce n'est qu'après l'arrivée de quelques jeunes femmes des milieux communistes, accourues pour l'aider, que les agresseurs masqués se sont finalement écartés. Couvert de contusions et d'écorchures, Hans Fehr a fini à l'hôpital. Il a porté plainte contre les auteurs auprès de la police. La violence gratuite de ces individus le choque. Il y était livré dans l'incapacité totale de s'y soustraire. M. Fehr considère inquiétant que la violence des

mais aussi contre des personnes. Il exige des interventions plus musclées de la part des forces de sécurité et des peines plus lourdes, lorsque de tels individus tombent dans les filets de la police. Au cours des jours qui ont suivi l'agression, les médias ont eu

mandant de police zurichois Philipp Hotzenköcherle a accusé le conseiller national de porter une part la responsabilité («C'était très téméraire de la part de M. Fehr de passer aussi près des manifestants»).



Les extrémistes de gauche à Berne le soir des votations sur le renvoi des étrangers criminels.



La démocratie a-t-elle besoin d'une telle présence policière pour se protéger ?

perturbateurs ne soit désormais plus dirigée uniquement contre des choses

de la peine à la condamner. La chaîne locale Radio 1 de Roger Schawinski a même accusé Hans Fehr de vouloir en faire une «récupération politique». Le Tages-Anzeiger a commencé son analyse de manière révélatrice: «C'est tombé sur la bonne personne ! Voici ce qu'a pu penser plus d'un en entendant que Hans Fehr [...] avait été roué de coups par des individus masqués.» Un élément perdu de vue dans le tumulte créé autour de la question de la culpabilité est l'intervention contestable de la police, qui détient le monopole de la violence et est censée garantir la sécurité des citoyens. Dans sa première prise de position, le com-

Impunité des nuisances

Les policiers municipaux, qui interviennent régulièrement à Zurich contre les groupements de gauche, ont apporté à la «Weltwoche» un autre éclairage sur cette tactique. La direction de la police serait ainsi «aveugle de l'œil gauche». «Dès qu'un groupuscule néonazi se forme quelque part, nous le dispersons immédiatement et relevons les identités. En revanche, les nuisances de l'extrême-gauche jouissent toujours d'une certaine im-

punité», déclare un policier. Le résultat est que les groupes de gauche ont, ces dernières années, connu une croissance constante et sont devenus de plus en plus violents. Par crainte d'une escalade et des gros titres que celle-ci entraînerait, le corps de police se tient toujours en retrait lors des manifestations non autorisées et s'accommode donc de dommages matériels à hauteur de plusieurs milliers de francs.

De fait, le travail de la police est souvent frustrant, parce que les juges d'instruction, les ministères publics et les juges, indulgents, se sont jusqu'à présent contentés de prononcer

e de gauche a pris de l'ampleur au silence des médias

contre les extrémistes de gauche arrêtés des peines de prison avec sursis ou des peines pécuniaires équivalant à des amendes pour excès de vitesse. Les sept personnes arrêtées suite à l'agression de Hans Fehr ont été libérées le soir même.

L'année dernière, les attentats, attaques, perturbations ou dommages matériels causés par des extrémistes de gauche contre l'UDC étaient déjà plus d'une quinzaine. Des vitres ont été brisées, des voitures démolies, les maisons privées de

conseillers nationaux tels que Natalie Rickli, Jürg Stahl ou Ulrich Schlüer ont pour certaines subi des dommages considérables. Autour d'un stand posé à Lausanne il a fallu faire appel à la police. Avant un événement concernant

tonale à Lausanne a été occupé par des auteurs de troubles. Le secrétariat de



Le secrétariat général de l'UDC a été la victime d'attaques d'extrémistes de gauche.

l'UDC Suisse a lui aussi été attaqué et massivement endommagé. Le but était manifestement de gêner voire d'empêcher le travail politique de l'UDC. Ces attaques systématiques de cercles antidémocratiques contre

le plus grand parti de Suisse sont inédites dans l'histoire de ce pays. Elles doivent être sévèrement condamnées. Un autre point préoccupant à cet égard est cependant aussi la passivité des autorités. Par leur attitude, elles tolèrent les agissements d'extrémistes.

La fin des attaques gauchistes n'est

pas prévisible en cette année électorale. Le phénomène de l'extrémisme de gauche a pris de l'ampleur ces dernières années, dans l'ombre de l'indignation publique face à quelques

néonazis isolés, et a depuis longtemps dépassé l'extrémisme de droite en

termes de violence. Contrairement à la perception des médias, les actes violents provoqués par les extrémistes de gauche en Suisse sont quatre fois plus fréquents que ceux des extrémistes de droite, comme l'a relaté la «Weltwoche». Le potentiel de violence des milieux gauchistes est élevé. Leurs membres sont des anarchistes auto-déclarés, de petits délinquants sans emploi ou des étudiants nantis. Ils vivent chez leurs parents, en colocation, ou dans des squats. La liberté d'expression

est un droit démocratique fondamental, qui permet aux citoyennes et citoyens de former et d'exprimer librement leur opinion. Ce droit fondamental avait historiquement pour but de protéger les personnes contre des attaques de l'État. La situation actuelle est que c'est non pas l'État qui abroge officiellement les libertés constitutionnelles mais que celles-ci ne sont plus appliquées pour une partie de la société : lorsque les vandales décident qui peut se réunir où et exprimer librement son opinion, cela rappelle la situation d'États totalitaires.

Faire front aux forces antidémocratiques

L'UDC ne se laissera réduire au silence ni par les casseurs ni par les autorités. Elle attend toutefois que toutes les forces de ce pays qui tiennent à la démocratie s'érigent fermement contre ce phénomène grave. Les autorités de tous les niveaux de l'État sont appelées à garantir et à protéger la liberté d'opinion et de réunion. C'est à ce prix que le peuple continuera de pouvoir exercer ses droits.



Les extrémistes de gauche ont défilé en brûlant un drapeau suisse sous les applaudissements.

l'initiative sur le renvoi, un individu armé a été arrêté à l'entrée; il y a eu de nombreuses attaques à la peinture, des tags et des annulations forcées d'événements. Le secrétariat de l'UDC can-

STOP à l'augmentation continue des redevances qui est en train de tuer

Le 13 février, les citoyens du canton de Berne se sont exprimés en votation consultative sur le remplacement de la centrale nucléaire de Mühleberg. Tandis que le gouvernement rejette le remplacement, celui-ci bénéficie du soutien de la majorité du Parlement. L'UDC s'est battue en faveur d'un Oui dans cette votation importante pour le canton de Berne.



par Guy Parmelin, conseiller national, Bursins (VD)

Dans le programme de notre parti pour la législature qui va s'achever en automne prochain, nous annoncions que nous lutterions avec détermination contre une augmentation des redevances, taxes et impôts. Aujourd'hui, nous devons amèrement constater que le premier parti de suisse, malgré sa force électorale, ne parvient pas à lui seul à empêcher l'Etat de prélever depuis le premier janvier 2011 près de 4 milliards de francs supplémentaires dans la poche des citoyens et des entreprises de ce pays. Augmentation de la TVA pour l'AI, des cotisations salariales pour l'assurance-chômage et l'assurance perte de gain sans oublier les hausses importantes des primes de l'assurance maladie, voilà un tableau extrêmement sombre dont il faut bien prendre acte sans pour autant se résigner à l'inéluctable.

Les avertissements de l'UDC sont restés lettre morte

A l'époque, l'UDC avait déjà mis en garde contre la hausse continue de la quote-part fiscale de la Suisse en comparaison européenne ; le déficit récurrent de pratiquement toutes nos assurances sociales était l'un des grands défis à affronter pour le futur

mais ce n'était pas le seul. Il a fallu sans cesse tirer la sonnette d'alarme, dénoncer les dérives et les abus, démontrer que nous aussi, tout comme d'autres en Europe, nous vivions au-dessus de nos moyens et que notre système social était en train de dangereusement déraiser ; malgré cette évidence que la crise financière mondiale a depuis largement amplifiée, il y a encore aujourd'hui dans les autres partis, la conviction intime que la Suisse peut continuer à développer ses prestations sociales sans risque ! On pourrait appeler cela le syndrome de la flûte enchantée qui veut que chacun se laisse bercer d'illusions par la douce musique tout en se dirigeant inconsciemment vers le précipice et donc vers sa perte.

Non à tout nouveau prélèvement dans la poche des citoyens suisses

Mais si on veut éviter d'étrangler la classe moyenne et l'économie suisse, il est maintenant grand temps de dire une fois pour toute stop à cette volonté de puiser encore et encore dans la poche des citoyens suisses. C'est pourquoi notre parti renouvelle pour la législature 2011-2014, sa promesse de combattre toute nouvelle hausse d'impôt. Mais le combat ne va pas se limiter à la fiscalité. En effet, les autres partis ont compris que l'arme du référendum est très dissuasive et les empêche souvent d'atteindre leur objectif. C'est pourquoi, ils estiment désormais beaucoup plus subtil et efficace de recourir aux taxes et autres redevances dites incitatives. Celles-ci permettent en effet plus facilement

d'augmenter les recettes publiques car, pour la plupart, elles évitent l'écueil de la consultation populaire. Et comme en parallèle, les impôts ne diminuent pas, c'est autant de gagné pour les tenants de la politique de redistribution par le système de l'arrosoir. Lorsqu'en plus, on sait que la Confédération se fait une joie de prélever encore la TVA sur le produit de certaines redevances (par exemple la rétribution pour l'injection du courant électrique (RPC), on comprend d'autant mieux que ce n'est pas dans son intérêt d'actionner le frein d'urgence dans ce domaine spécifique. Naturellement, les entreprises pourvoyeuses d'emplois et les citoyens adeptes de la responsabilité individuelle qui s'efforcent de s'en sortir seuls et sans l'aide de l'Etat sont les victimes toutes désignées de la perversité de ce système.

Non à la frénésie fiscale inextinguible de la gauche et du centre droite

Il va donc être d'autant plus important de se mobiliser pour contrecarrer dans le futur aussi, les nouvelles velléités de ponctionner encore plus les contribuables de ce pays. Car l'imagination à gauche mais aussi chez certains membres des partis du centre droite ne connaît pas de limite lorsqu'il s'agit de faire « cracher au bassinet » les Suisses et les Suissesses. Ainsi parle-t-on déjà d'un futur impôt fédéral sur les successions qui permettrait de pénaliser encore une fois le patrimoine sur lequel les citoyens paient déjà, année après année, un impôt sur la fortune y compris sur la part qui

elle des impôts, taxes et redevances les forces vives de ce pays!

constitue leur outil de travail ce qui est particulièrement inique et devrait être abrogé. Mais ce n'est pas tout: alors que la TVA a été augmentée temporairement pour contribuer à l'assainissement de l'AI, la part du déficit structurel de cette assurance doit encore être supprimée par le biais d'une diminution des dépenses de celle-ci afin qu'elle retrouve enfin et définitivement l'équilibre financier. Or, il se murmure déjà dans certains cercles du centre droite que les mesures étudiées seront trop douloureuses et qu'il faudra trouver d'autres alternatives plus «soft» ! Autrement dit, de nouvelles recettes à la place d'une diminution des dépenses. On devine déjà en filigrane que le courage politique devant des mesures certes rigoureuses mais indispensables va disparaître rapidement au profit de nouvelles recettes qui pourraient provenir par exemple d'une prolongation de la hausse de la TVA que le peuple a limitée à 2017. Le 2^{ème} paquet des mesures d'assainissement de l'AI va donc affronter de grosses turbulences lors de son prochain traitement au Parlement.

Assainir par un contrôle des dépenses et non pas par de nouvelles recettes

L'UDC n'admettra pas que la population et l'économie soient une fois de plus ponctionnées de centaines de

millions de francs parce que les autres partis n'auront pas voulu aller jusqu'au bout de l'exercice d'assainissement de l'AI; et cela doit être valable pour toutes les autres assurances sociales et les dépenses courantes de la

ment redimensionner celui-ci. Et cela a toujours fini par se faire au détriment des plus faibles dont les prestations existantes sont remises en question et aussi de la classe moyenne, donc des forces vives du pays, qui doit, elle, payer le prix fort par une dimi-

nution de son pouvoir d'achat.

Renforcer l'UDC, c'est éviter de nouvelles ponctions financières dans la poche des citoyens et des entreprises suisses.

Plus que jamais, l'adage «mieux vaut prévenir que guérir» s'applique parfaitement dans ce cas de figure. Et prévenir, cela signifie pour l'UDC combattre fermement toute nouvelle ponction financière au détriment des contribuables de ce pays qui n'a pour autre objectif que de développer de nouvelles prestations sociales ou de gonfler l'appareil étatique sans retour sur investissement. En ce sens, il est important que notre parti continue à progresser lors des élections fédérales de 2011 afin de pouvoir encore plus influencer la politique suisse dans un sens favorable aux forces

vives de ce pays. Le slogan «les Suisses votent UDC» est donc particulièrement d'actualité !

Voici ce que nous devons à la gauche et aux partis du centre:

4 milliards de francs d'impôts, de redevances et de taxes supplémentaires depuis le début de l'année!

- Depuis le 1^{er} janvier 2011 l'Etat tire presque 4 milliards de francs supplémentaires des poches de la population et de l'économie.¹
- Cela fait 450 francs par habitant de la Suisse ou 1800 francs pour une famille de quatre personnes.
- Les principaux lésés sont les familles et les classes moyennes.

La faute à qui? A la gauche et aux partis du centre. Ce sont eux qui ont imposé cette hausse des impôts et redevances. L'UDC a été le seul parti à combattre résolument cette razzia fiscale.²

¹ Hausse de la TVA de 0,4% (1,1 milliard de francs), augmentation moyenne des primes d'assurance-maladie de 6,5% (plus de 1,1 milliard de francs), hausse des prélèvements pour l'assurance-maternité et les APG de 0,2% (680 millions de francs), hausse des prélèvements pour l'assurance-chômage de 0,2% plus le pour-cent de solidarité (620 millions de francs).

² L'UDC s'est battue seule contre la hausse de la TVA voulue par les autres partis. Elle était seule aussi contre la loi sur l'assurance-maladie et elle a déposé une initiative pour la baisse des primes. Le contreprojet à cette initiative a également été rejeté. Contrairement aux autres partis, l'UDC s'est aussi opposée à l'assurance-maternité et elle a proposé un assainissement de l'assurance-chômage au niveau des dépenses.

**Voilà pourquoi:
Les Suisses votent UDC –
pour moins d'impôts,
de redevances et de taxes.**



Faites un don pour une Suisse libre, sûre d'elle et forte! CCP 30-8828-5. Un grand merci pour votre soutien!

UDC Suisse, case postale 8252, 3001 Berne, www.udc.ch

14 Annonces



Best Western Swiss Hotels Alpen Resort Hôtel à Zermatt

Nouveau à Zermatt: "Longstay"
dès 14 jours, profitez de 33% de
réduction dans nos studios.

Centre de remise en forme avec piscine
(30°), piscine saline (33°) ainsi que 2
cours de tennis.

Plus d'informations:
www.alpenresort.com ou 027/ 966'30'00



Nouveauté

**Vente / Location
Automates à pommes-frites**

Friteuse fermée
peu de dégagement d'odeurs
Manipulation facile

parfait pour:
-manifestations de sociétés
-cantines, débits de nourriture, etc.

MABI-Frites AG
8304 Wallisellen
Tel. 044 831 21 32
www.mabi-frites.ch
maurer@mabi-frites.ch

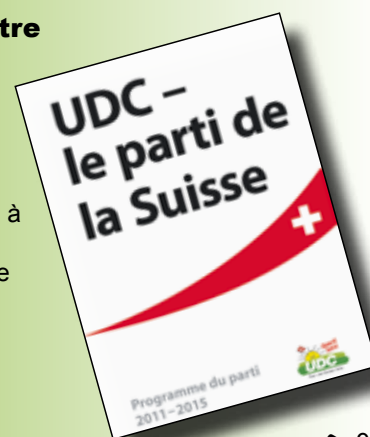


Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires		
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Périodicité:	mensuelle	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier	Crédit photo	Page 3: © UDC Suisse
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres.	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch

**Commandez maintenant votre
programme du parti 2011-
2015 fraîchement sorti de
l'imprimerie!**

Commandez votre programme du
parti au **031 300 58 58** ou par e-mail à
gs@svp.ch.
De même, téléchargez le programme
sur www.udc.ch.



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à gs@svp.ch

Comment la gauche suisse courtisait la RDA

Erwin Bischof, auteur du livre « Honeckers Handschlag » (La poignée de main d'Honecker) est historien et ancien diplomate suisse. Il a étudié différentes archives en Allemagne et en Suisse, ce qui lui a permis de mettre au jour des faits accablants: Friedrich Dürrenmatt par exemple, chantait durant la guerre froide les louanges des communistes et réprouvait l'attitude critique de la Suisse face au socialisme totalitaire. Le livre d'Erwin Bischof est jusqu'à présent le premier et seul ouvrage à traiter cette problématique de manière approfondie.

M. Bischof, pourquoi avez-vous écrit un livre sur les liens entre la gauche et le communisme ?

Dans les années 90, les Chambres fédérales ont refusé les motions UDC déposées par Walter Frey et Maximilian Reimann, visant à ouvrir une enquête sur l'espionnage des services de sécurité d'Allemagne de l'Est (la Stasi) en Suisse. C'est ce qui m'a incité à traiter moi-même ce thème en tant qu'historien.

Pourquoi la RDA ?

Pour nous Suisses alémaniques, la RDA était proche linguistiquement et géographiquement, raison pour laquelle de nombreux écrivains, politiques et théologiens ont voyagé dans ce pays et écrit à son sujet.

Quels sont les principaux résultats de vos recherches ?

J'ai consulté pour mon livre un total de 14 archives de Berlin à Berne et y ai fait des découvertes frappantes : en 1941, en pleine guerre, le célèbre écrivain suisse Friedrich Dürrenmatt était membre d'une association nationaliste et plaidait en faveur de l'adhésion de la Suisse au 3e Reich. Plus tard lors de la guerre froide, il a fait l'apologie des communistes et condamné l'attitude critique de la Suisse face au so-

cialisme totalitaire. Le professeur de théologie bâlois Karl Barth a lui aussi rendu hommage à la RDA, le pasteur et écrivain bâlois Kurt Marti exigeait

ment de Berlin-Est. Je suis parvenu à prouver pour la première fois le versement de grosses sommes par Berlin-Est au PST. Les socio-démocrates

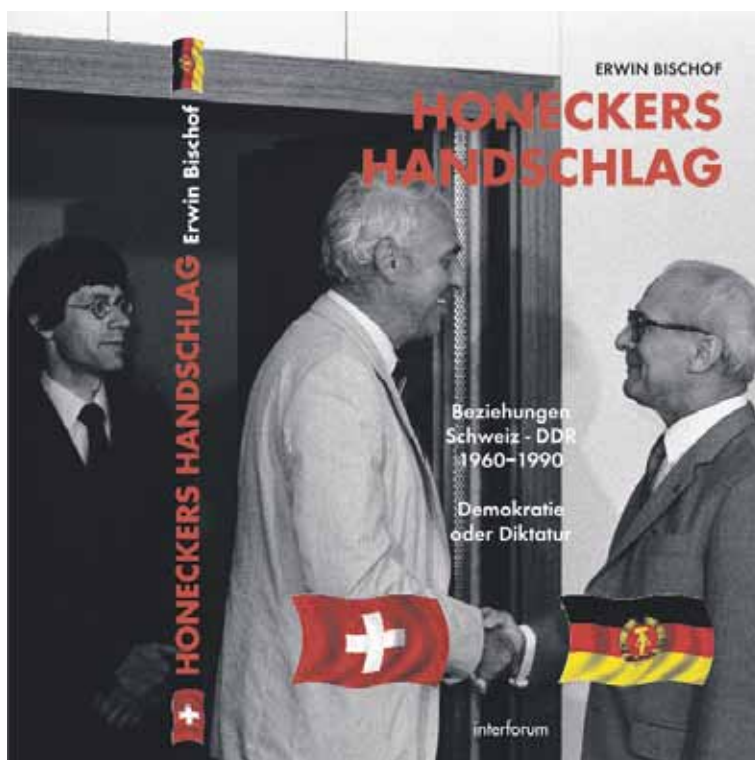
étaient tout miel : le comité du parti, sous l'égide de Helmut Hubacher et Peter Vollmer, a rendu visite à Erich Honecker à Berlin en 1982 et a loué la RDA. Il est incompréhensible qu'aujourd'hui, vingt ans après la chute du mur de Berlin, le PSS puisse, dans son nouveau programme de parti, exiger l'abolition du capitalisme et la suppression de l'armée. La gauche n'a manifestement tiré aucune leçon de l'Histoire. Les partis bourgeois et la majorité des médias rejettent alors catégoriquement ce régime peu apprécié.

Même le peuple ne s'est pas laissé berné. Le PST est toujours resté un parti marginal comptant 1 – 5 % d'électeurs, alors qu'en France et en Italie les communistes atteignaient à certaines époques 30 % de

l'électorat.

Quelles réactions votre livre a-t-il déclenchées ?

Les milieux de gauche concernés n'ont absolument aucun sentiment de culpabilité, ils nient tout en bloc ou embellissent la RDA (Hubacher, Vollmer, etc.). Les médias ont publié des commentaires du livre mais le traitement des implications de la guerre froide n'en est qu'à ses débuts.



«La poignée de main d'Honecker» est le titre du livre d'Erwin Bischof qui traite des rapports entre la gauche suisse et les dirigeants de l'Allemagne de l'Est.

davantage de professeurs marxistes dans les universités suisses. La journaliste de la NZZ Klara Obermüller faisait de la pub pour la RDA. Enfin, la Stasi avait infiltré des entreprises privées, des universités et des églises.

Quelle était l'attitude des partis politiques ?

Le parti du Travail (PST), d'inspiration communiste, dépendait en termes d'idéologie et de financement entière-

Innovation: 100% Electric, 0% CO₂
ALL-NEW Mitsubishi i-MiEV – L'original



Tout le monde parle de la voiture électrique, **Mitsubishi la fournit déjà en Suisse**: la première voiture électrique de grande série au niveau mondial, **i-MiEV** (Mitsubishi innovative Electric Vehicle), une citadine maniable et complète avec 4 sièges et coffre. Charge-ment impeccable à n'importe quelle prise de 230 V/10 A. **5 ans de garantie totale de la batterie**. Super équipement, CHF 45'990.-, leasing dès CHF 599.-/mois. **** Commandez maintenant l'i-MiEV géniale**. Un essai sur route auprès du partenaire MiEV Mitsubishi dit plus que mille mots. www.mitsubishi-motors.ch

BEST OFFER jusqu'à 6'500.-

BEST OFFER 2011 DE MITSUBISHI

BEST OFFER

Bonus

4'000.-

BEST OFFER

Bonus

1'000.-

BEST OFFER

Bonus

6'500.-

BEST OFFER

Bonus

3'000.-



1.3 essence 5.0 L 119 g/km CO₂ **A**

New: Colt Diamond. 25 extras inclus.
Colt dès CHF 13'990.-¹⁾

Génial: le meilleur équipement de sa catégorie

Génial: 25 extras inclus

Génial: 95 ch, Auto Stop&Go

Colt 1.3 Diamond 23'990.-
 • Nippon Bonus* 3'500.-
 • Cash Bonus ou 1/3 leasing*** 500.-

BEST OFFER 19'990.-

¹⁾ 1.1 Base bonus 2'500.- inclus.



1.8 DID diesel 5.5 L 145 g/km CO₂ **B**

New: ASX Compact Crossover
ASX 2WD dès CHF 25'990.-

Génial: meilleur de sa classe quant au prix et performance

Génial: 2-/4WD, essence/diesel, 117-150 ch

Génial: Auto Stop&Go, dès 5.5 L

ASX Inform 2WD/4WD 26'990.- 32'990.-
 • Cash Bonus 1'000.- 1'000.-
 ou 2.9% leasing**

BEST OFFER 25'990.- 31'990.-



2.2 DID 177 ch 6.3 L 165 g/km CO₂ **B**

New: Outlander 4WD Navigator
Outlander déjà dès CHF 28'990.-¹⁾

Génial: voyager en première classe, essence 170 ch/DID 156 ch

Génial: boîte automatique, navigation, caméra de recul, cuir

NEW: 2.2 DID MIVEC, 177 ch, 6 vit. man., dès CHF 38'990.-

Outlander 2.2 DID Navigator, 156 ch 56'490.-
 • Nippon Bonus* 5'500.-
 • Cash Bonus ou 2.9% leasing** 1'000.-

BEST OFFER 49'990.-

¹⁾ 2.0 Inform 2WD bonus 2'000.- inclus.



1.8 DID 150 ch 5.7 L 150 g/km CO₂ **B**

New: Lancer DID Auto Stop&Go
Lancer dès CHF 22'990.-

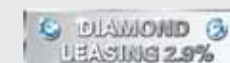
Génial: 1.8 ClearTec DID diesel, 150 ch/300 Nm

Génial: consommation seulement 5.7 L/100 km

Génial: Lancer dès CHF 22'990.- incl. bonus 3'000.-

Lancer Sportback 1.8 DID Diamond 33'990.-
 • Nippon Bonus* 1'000.-
 • Cash Bonus ou 2.9% leasing** 1'000.-

BEST OFFER 31'990.-



* **Promotion BEST OFFER**: valable du 1.1 au 30.6.2011 (ASX jusqu'au 31.3.11) à l'achat et à l'immatriculation du véhicule neuf Mitsubishi correspondant auprès d'un partenaire officiel Mitsubishi. Tous les prix BEST OFFER sont des prix nets indicatifs avec TVA 8.0% ainsi que Nippon Bonus et Cash Bonus. ** **2.9% Diamond Leasing** (sauf i-MiEV): valable du 1.1 au 30.6.2011 (immatriculation), durée du contrat 48 mois, prestation kilométrique 10'000 km/an, taux annuel eff. 2.94% (i-MiEV 5.9%), caution 5% ou au moins CHF 1'000.-, casco totale obligat. Cash Bonus **non cumulable**. *** **Leasing 1/3**: valable du 1.1 au 30.6.2011 à l'achat et à l'immatriculation d'un véhicule neuf COLT, 1er paiement 1/3 du prix de paiement en espèces, 1/3 après 12 mois, valeur résiduelle 1/3, durée 24 mois. Prestation kilométrique 20'000 km/an, taux annuel eff. 0%, casco totale obligat. Cash Bonus **non cumulable**. MultiLease AG n'accorde pas de financement si celui-ci peut causer le surendettement du preneur de leasing. Emission CO₂: moyenne de tous les véhicules neufs en Suisse: 188 g/km

www.mitsubishi-motors.ch

www.multilease.ch

Génial à tout point de vue.

